

Communication sur le progrès Rapport RSE 2017

B&L 
évolution



NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL

Ceci est notre **Communication sur le Progrès** sur la mise en œuvre des principes du **Pacte mondial des Nations Unies**.

Nous apprécions vos commentaires sur son contenu.



Les démarches de RSE ou contribuant à la conservation de la biodiversité offrent des opportunités pour les entreprises et organisations de mieux intégrer les enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux. Elles sont devenues incontournables pour faire face aux défis du 21^{ème} siècle dont les priorités se retrouvent dans les 17 Objectifs de Développement Durable.

Accompagner l'ensemble des acteurs dans la transition écologique et la responsabilité sociétale est la mission que s'est donnée B&L évolution dès sa création. C'est en ce sens que nous nous engageons à mettre en œuvre au quotidien les principes du Global Compact.

Sylvain Boucherand, co-gérant

Les entreprises, les établissements d'enseignement supérieur et les collectivités sont des acteurs majeurs dans le renforcement du dynamisme des territoires. Chaque participation est nécessaire pour réussir notamment la transition énergétique et s'adapter aux conséquences du changement climatique. Les territoires dynamiques de demain seront ceux qui s'emparent des enjeux énergie et climat dès aujourd'hui.



Charles-Adrien Louis, co-gérant

La vie à B&L évolution

Présentation



Eco-gestes

Gouvernance

Présentation

Qui sommes-nous ?

Les entreprises et territoires qui ont l'ambition de se développer de manière durable font confiance à notre équipe d'experts depuis plus de 7 ans. Notre société de conseil intervient à leurs côtés sur les stratégies d'Innovation et création de valeur, démarches RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise), Énergie et Biodiversité grâce à des méthodologies sur-mesure.

Nous accompagnons en particulier les chefs d'entreprises, élus, directions générales et directions du développement durable sur :

- L'identification des enjeux économiques, sociaux et environnementaux (diagnostic RSE, analyse de matérialité, devoir de vigilance) et la cartographie des parties prenantes
- La construction d'une stratégie RSE, d'un reporting RSE et d'une démarche d'innovation produits/services vers de nouveaux modèles économiques durables
- La définition, le déploiement et l'animation de plans d'action (Bilan carbone, Audit énergétique, Analyse de cycle de vie, Économie de fonctionnalité, Démarche biodiversité, Implication sur le territoire, Économie circulaire, Formation, dialogue parties prenantes...)
- L'implication sociétale et la contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD)
- La production d'études, de benchmarks et d'analyses sectorielles

En chiffres



7 ans
d'existence



200 clients



4 domaines
d'expertise

4 domaines d'expertise : RSE, Energie, Biodiversité, Innovation



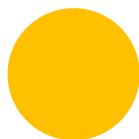
RSE : Aujourd'hui, la responsabilité sociétale est un facteur clé de succès pour les organisations, pour assurer leur pérennité et répondre à des attentes de plus en plus fortes de la part des parties prenantes. Notre objectif est de les accompagner dans la mise en place d'une démarche de responsabilité sociétale intégrée à la stratégie globale.



Energie : L'énergie est l'élément fondamental qui permet le travail. Les énergies non renouvelables et en particulier fossiles montrent aujourd'hui leurs limites. De nouvelles contraintes apparaissent qu'il est important d'anticiper pour rester compétitifs. En lien direct avec les enjeux énergétiques, la réduction de l'empreinte carbone et des émissions de gaz à effet de serre est aujourd'hui un sujet d'actualité pour les entreprises. Face à ces problématiques ayant un impact majeur sur l'environnement et la société, toute entreprise responsable se doit de mettre en place une stratégie de réduction de ses émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).



Biodiversité : Nous oublions trop souvent que l'environnement – et la vie – sont le support de l'ensemble des activités économiques humaines, qui produit de nombreuses ressources et services dont nous bénéficions et dont nous ne pourrions nous passer. Il semble alors naturel de préserver ce précieux capital en intégrant la Biodiversité au sein de la stratégie des entreprises. Cela permet d'être en accord avec son environnement en donnant un nouvel élan à sa politique RSE, mais aussi de se réconcilier avec le vivant pour en faire un allié de performance et d'innovation.



Innovation L'innovation permet d'acquérir un avantage compétitif tout en répondant aux besoins du marché et enjeux sociétaux. Innover, c'est améliorer ou développer de nouveaux produits/services ou modèle économique afin d'optimiser son système de production et sa création de valeur. L'innovation est pour nous un pilier de la stratégie d'entreprise, lui permettant de se transformer en profondeur pour aller vers la durabilité.

Nous avons fait du développement durable notre engagement du quotidien, tant au sein de notre structure qu'auprès de nos clients. Nous souhaitons faire notre part au côté de l'ensemble des acteurs de la société. Afin de toucher un plus large public, nous avons décidé d'étendre notre domaine d'expertise à plusieurs types d'acteurs : les entreprises et organisations, les collectivités et les établissements d'enseignement supérieur. Nous aidons les organisations qui souhaitent entamer et poursuivre une véritable démarche de transformation et qui placent la durabilité et la responsabilité sociétale en haut de leurs priorités.

3 types d'acteurs :

Entreprises et organisations :

- ETI et Grand Groupe :



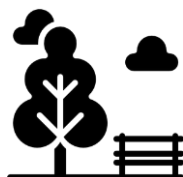
Nous accompagnons les ETI et les Grands Groupes qui ont l'ambition de mettre la RSE au cœur de leur stratégie, prendre en compte les enjeux émergents, poursuivre la réduction de leurs impacts sur l'environnement, enrichir leur proposition de valeur auprès de leurs parties prenantes.

- TPE/PME :



Nous accompagnons les TPE/PME qui souhaitent conduire une démarche de responsabilité sociétale, mobiliser leurs collaborateurs autour d'un projet fédérateur pour attirer des talents, valoriser l'image de leur entreprise, enrichir leur proposition de valeur, innover dans leurs produits/services ou modèle économique, répondre aux attentes de leurs donneurs d'ordre et se différencier de leurs concurrents.

Collectivités :



Nous accompagnons les collectivités qui ont l'ambition d'adapter leur territoire aux enjeux de la transition écologique, d'en faire un véritable projet de développement, d'aller dans une démarche vertueuse de neutralité carbone, de territoire à énergie positive ou zéro déchets, de créer de l'emploi et renforcer le dynamisme local, mobiliser les citoyens et les entreprises pour améliorer les liens entre société et nature, repérer les activités prioritaires du territoire, faire de la biodiversité un vecteur de performance et d'attractivité pour leur territoire, réduire la pollution lumineuse et les dépenses énergétiques, agir sur les interactions de la lumière sur les écosystèmes, évaluer et anticiper les impacts des risques induits.

Campus :



- Universités et Grandes écoles :

Nous accompagnons les universités et grandes écoles qui souhaitent structurer leur démarche de responsabilité sociétale et prendre en compte les enjeux prioritaires, évaluer et réduire leurs impacts environnementaux et sociaux, sensibiliser les membres de leur communauté à la responsabilité sociétale, intégrer pleinement les enjeux de développement durable dans leurs cursus, activités pédagogiques ou de recherches et dans leur fonctionnement interne.

Certifications : social business, entreprise à mission...

Vous avez dit B&L évolution ? Entreprise à but sociétal et non lucratif, nos initiatives cherchent avant tout à apporter un bénéfice social et/ou environnemental. Nos excédants sont principalement réinvestis au profit de la mission de l'entreprise. Le terme de « social business » et parfois également utilisé. Nous sommes également une société coopérative, ce qui permet d'associer au mieux les équipes à la gouvernance et à la stratégie de l'entreprise. Afin de démontrer notre engagement interne nous nous sommes engagés dans le processus de labellisation B-corp. Cette certification (américaine) est octroyée à des entreprises qui présentent des standards élevés concernant leur performance sociale, environnementale et sociétale.



Ensuite, pour démontrer notre expertise nous pouvons mettre en avant nos qualifications et certifications techniques liées à nos métiers et nos experts (énergie, territoire, etc.). Certains consultants sont certifiés Evaluator ICA RSE ISO26000 par AFNOR (n° d'accréditation 10444). Ils sont donc aptes à réaliser des missions de conseil en matière de développement durable et maîtrisent la norme ISO 26000. D'autres consultants sont également habilités à effectuer un Bilan Carbone® selon la méthode portée par nos amis de l'Association Bilan Carbone pour la comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, nous avons également des qualifications OPQIBI, un nom de code pour signifier que nous sommes compétents dans nos prestations d'ingénierie. Ces différentes certifications sont une belle vitrine qui assure notre compétence pour vous servir !

Notre engagement pour les ODD

L'année dernière, nous avons rédigé notre troisième Communication sur le progrès en abordant notre démarche de responsabilité sociétale sous l'angle des Objectifs de Développement Durable (ODD). Nous pensions en effet que 2017 était l'année idéale pour promouvoir les 17 Objectifs de Développement Durable adoptés par les Nations Unies en 2015. Nous avons poursuivi nos efforts ces derniers mois dans la promotion des ODD, aussi bien en interne qu'auprès de nos partenaires et réseaux.

Nous souhaitons prolonger notre investissement en faveur des ODD en démontrant que, même en étant une petite entreprise, nous pouvons contribuer à notre manière à l'atteinte de ces objectifs mondiaux et au respect des principes du Global Compact.



Notre engagement au Global Compact



C'est donc la quatrième année que nous renouvelons notre engagement au Global Compact. Nous réaffirmons notre soutien aux 10 Principes et aux actions favorisant la prise d'initiatives liées au développement durable. Notre volonté est de faire progresser les consciences sur les droits humains, la santé, la sécurité et l'environnement.

Dans cette communication sur le progrès, nous relatons nos actions de façon à améliorer continuellement l'intégration des principes du Pacte Mondial au cœur de notre stratégie d'entreprise et nos services rendus au quotidien.

Nous appuyons également le Global Compact France dans leurs démarches de promotion auprès des entreprises de toutes tailles, de tous secteurs et sur tout le territoire français des principes du Global Compact de l'ONU, à travers leurs événements du réseau et nos publications communes.

Eco-gestes

Chef aquaponie

Nos locaux parisiens se trouvant aux Grands Voisins (village urbain aménagé sur l'ancien site de la maternité Saint-Vincent de Paul), nous avons la chance d'avoir un jardin partagé dans lequel nous déjeunons avec nos voisins du bâtiment Pierre Petit. Nous avons pu faire pousser des tomates cerise, de la laitue et des herbes aromatiques pour assaisonner nos plats ou bénéficier d'infusions faites maison.

*Plantes
aromatiques
de notre
aquaponie*



Pour le bien-être des employés, des plantes et des poissons ont été disposés au sein du bureau, à travers un système d'aquaponie. Ce concept nous permet de cultiver nos légumes en symbiose avec notre élevage de poissons. On peut donc voir Maurice et Marcel, nos deux poissons préférés, nager dans leur aquarium et nous, profiter de notre production maison, tout ça grâce à une gestion de la circulation de l'eau. Chacun participe à l'arrosage des plantes et pour nourrir les poissons. Nous prenons en compte la consommation d'eau indirecte (via l'arrosage mais aussi l'eau utilisée pour la

préparation des repas des collaborateurs) pour calculer notre empreinte eau. Quant à la consommation d'eau directe, on ne peut pas la mesurer de manière exacte car nous travaillons aux côtés de 50 autres structures ! On a pu toutefois l'estimer.

Ne jetons plus, trions !



Nous sensibilisons nos collaborateurs aux écogestes. Nous mettons en œuvre des pratiques responsables, comme par exemple pour optimiser les impressions de livrables ou rapports.

Ces écogestes passent aussi par le tri des déchets et la réduction de produits emballés. On a mis en place un système de 4 poubelles pour trier et composter nos déchets, afin de les réduire au maximum. Lors de l'organisation d'événements, nous n'utilisons que de la vaisselle réutilisable. Si vous venez chez nous, on vous servira un verre dans nos ecocup ou nos magnifiques tasses estampillées B&L évolution.

Nous avons constaté que le premier poste d'émissions de GES pour la consommation concerne les repas des collaborateurs. Nous avons donc attiré leur attention sur une consommation responsable des déjeuners moins carnés et dans l'optique de réduire nos émissions de GES, de déchets alimentaires et non alimentaires et de préserver la biodiversité. A l'avenir, on quantifiera nos déchets produits.



ODD 12 : Achats responsables

Comme nous prôtons une économie circulaire et la sobriété des ressources, nous faisons régulièrement appel à des circuits de reconditionnement pour nos matériels électroniques. A travers nos missions de conseil et nos études, nous faisons la promotion de la responsabilité sociétale et du développement durable dans la chaîne de valeur pour que nos clients les prennent en compte.

Nous privilégions des achats responsables, avec le matériel de bureau respectueux de l'environnement et le plus possible produit en France. Nous menons une réflexion pour tendre vers 100% d'achats responsables et locaux (en l'occurrence pour nos nouveaux bureaux où nous déménagerons en janvier 2018), avec comme perspective à deux ans de pouvoir développer notre outil interne d'évaluation des fournisseurs sur plusieurs critères de responsabilité sociétale.

Welcome !

Nous accordons une importance particulière au bien-être de nos collaborateurs et à leurs conditions de travail. Pour ce faire, nous sommes attentifs à leurs attentes et essayons de co-construire un espace de travail qui convienne et soit adapté à chacun.

Cette année, nous avons accueilli de nouveaux collaborateurs et collaboratrices pour compléter l'équipe. Tout au long de l'année, nous avons effectué des temps d'échange réguliers avec toute l'équipe afin de recueillir leurs avis et ressentis quant au fonctionnement de B&L évolution, ainsi que pour suivre leur montée en compétences. Ainsi l'équipe Paris (75) se compose de : Charles-Adrien, Guillaume, Alain, Alexandra et Roumaïssa. A Eybens (38),

on retrouve Sylvain, Hélène et Rémy. Et pour nous soutenir, Emilie, Ghislaine et Dominique complètent le cercle des coopérateurs.

Organisation du travail

Quand nos emplois du temps (et nos différentes missions) nous le permettent, nous travaillons en équipe afin de consolider la dynamique collective. Ainsi tous les lundis, l'équipe de Paris et l'équipe de Grenoble se réunissent pour faire un point sur les événements marquants de la semaine passée et les objectifs fixés pour la semaine à venir.

Chacun gère son temps de travail et la possibilité leur est donnée de faire du télétravail. A midi, nous nous sommes même essayés à la cuisine collective. Pour favoriser les pauses, un espace a été spécialement aménagé pour effectuer des turbo siestes pour celles et ceux qui le souhaitent. Des moments de détente sont également organisés, avec des séances régulières de fitness et yoga coachées par les collaborateurs, ou encore des afterwork ou autres activités ludiques.

Outre les poissons, des chats appartenant aux voisins viennent nous rendre visite dans nos bureaux et c'est tout naturel que nous les accueillons car ils ont, dit-on, des pouvoirs thérapeutiques !

Gouvernance

Tous pour un, un pour tous

B&L évolution est une Société coopérative et participative c'est-à-dire que les salariés participent aux décisions et mesures prises par l'entreprise. Nous favorisons le dialogue social malgré l'absence d'instance de représentation formelle du personnel qui n'est pas obligatoire pour des entreprises de moins de 10 salariés telle que la nôtre.

Chez nous, les salariés sont actionnaires majoritaires. Chaque coopérateur et coopératrice participe aux décisions et mesures prises par l'entreprise et sont à égalité sur le principe de société coopérative : « une personne, une voix ». Nous avons ainsi d'une gouvernance démocratique et d'une répartition des résultats prioritairement affectée à la pérennité des emplois et du projet d'entreprise.

C'est une manière pour nous d'affirmer nos valeurs dans nos statuts et d'assurer notre rôle d'entreprise à mission.

Séminaires collaborateurs

Deux fois par an, nous organisons un séminaire à destination des collaborateurs et coopérateurs. L'objectif étant de travailler ensemble et d'échanger sur l'année écoulée puis de réfléchir aux améliorations à apporter face aux situations rencontrées. C'est également un temps de travail collectif sur la stratégie de l'entreprise.

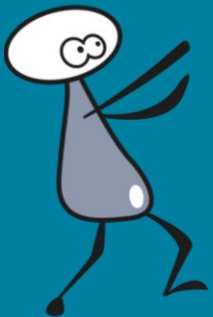
Le premier séminaire de l'année s'est déroulé en janvier pour définir les objectifs de l'année puis le second en juillet afin de réunir toute l'équipes pour faire un point d'étape avant les départs en vacances.



Chapitre 1 : Entreprises

Enjeu 1 : Prise en compte de la RSE
et des ODD

Enjeu 2 : Adopter une approche
biodiversité



Enjeu 3 : Innovation dans la
stratégie et modèle économique

Enjeu 1 : Prise en compte de la RSE et des Objectifs de Développement Durable (ODD)

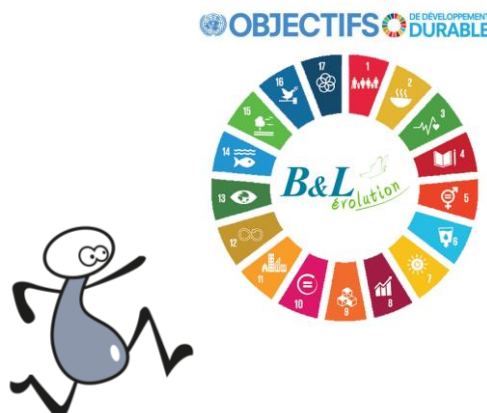
En route pour l'atteinte des ODD

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté en 2015 les objectifs de développement durable (ODD), 17 priorités mondiales à atteindre d'ici à 2030. Ce programme ambitieux, transversal et inclusif définit 169 cibles communes à tous les pays engagés et couvre l'intégralité des priorités du développement durable (biodiversité, climat, énergie, prospérité économique, éducation, égalité des genres, pauvreté...). Acteurs publics et privés sont appelés à suivre cette feuille de route universelle et à l'adapter à leur échelle. Les Etats membres sont amenés à rendre compte annuellement de leur avancée sur l'adoption de ces 17 ODD lors d'un point d'étape au forum politique de haut niveau des Nations unies. Il faut rappeler que cette atteinte n'est possible qu'avec la mobilisation de tous : États, collectivités territoriales, entreprises, syndicats, chercheurs, associations, citoyens...

Et si on commençait par décliner cet agenda mondial au niveau local ? En France, la localisation des ODD a fait ses preuves dans plusieurs territoires, comme le Pays Voironnais (près de Grenoble). Tous les acteurs (collectivités, entreprises, associations...) ont travaillé en collaboration afin de mettre en œuvre des projets transformateurs pour atteindre ces objectifs d'ici 2030. C'est de façon complémentaire qu'ils agissent pour mettre en place un programme

d'action. A travers le projet Territoire durable 2020, le Pays Voironnais mobilise les entreprises du territoire en échangeant sur la RSE, faisant progresser les pratiques de développement durable dans les activités économiques. Nous avons bien étudié le sujet puisque nous avons publié une étude "[Les entreprises du Pays Voironnais s'engagent pour les ODD !](#)" dont les principaux résultats de cette analyse ont été présentés lors du Tour de France des PME organisé par le Global Compact France. Sylvain a présenté les contributions de la collectivité et celles des entreprises.

Si des entreprises de toute taille et tout secteur ont participé à cette étude, nous souhaitons mettre l'accent sur les TPE/PME qui sont également sensibilisées par cette approche. Il faut soutenir ces dernières via leur engagement RSE pour faire avancer concrètement les ODD sur les territoires. Notre intérêt pour les petites entreprises locales nous a même valu un article dans le journal local d'Eybens !



Mobilisation des entreprises françaises

Si l'on adopte une vision plus large et que l'on regarde les entreprises à l'échelle nationale, on se rend compte qu'elles se mobilisent pour les ODD, peu importe leur taille ou leur secteur d'activité, mais que leurs modes d'appropriation et d'actions diffèrent d'une entreprise à une autre. Notre étude, sortie à l'occasion des deux ans de l'adoption de l'Agenda 2030, et réalisée avec le soutien du Global Compact France et du Ministère de la Transition écologique et solidaire, fait un état des lieux précis de la prise en compte des ODD par une [analyse exhaustive des entreprises du SBF 120](#) ainsi que par une enquête en ligne ouverte à toutes les entreprises. Lancement de nouveaux produits ou services, développement de partenariats avec les parties prenantes, valorisation ou renforcement des démarches RSE... la prise en compte des ODD par les acteurs économiques est multiple. Le but est qu'elles inscrivent leur stratégie et leur gouvernance dans le cadre des ODD, notamment en y projetant leur cœur de métier, en y repensant leur modèle d'affaires et en y développant leur Responsabilité Sociétale.

Comment prendre en compte les ODD ? Le Commissariat général au développement durable, du ministère de la Transition écologique et solidaire, en a parlé dans ses publications, prenant le soin de mentionner B&L évolution, avec un zoom sur les pratiques des entreprises. Si nous nous efforçons à faire connaître les ODD, pour qu'ils deviennent essentiels pour tous, nous y contribuons en respectant les 10 Principes du Global Compact que nous considérons comme complémentaires. Etre membre de ce réseau mondial nous permet de participer au cadre d'engagement universel de

l'ONU et d'échanger avec d'autres entreprises et organisations à but non lucratif sur nos démarches de responsabilité sociétale.



Faire connaître et sensibiliser

Avec la CPME Isère, Sylvain et Rémy ont animé des ateliers de sensibilisation et de mobilisation pour la RSE auprès de chefs d'entreprises de la région.

Le Global Compact France (GCF) a développé un outil en ligne, le *Global Impact +* pour permettre aux entreprises de promouvoir leurs bonnes pratiques de responsabilité sociétale, et partager leurs expériences afin d'encourager de nouvelles actions en faveur des ODD. C'est cet outil qui a été présenté par un membre du GCF lors d'un de nos webinaires co-organisé avec notre partenaire, l'association RSE-et-PED. A ses côtés, le groupe Bouygues, structuré autour de trois activités (la construction, les télécoms et les médias), est également intervenu pour expliquer comment engager les acteurs économiques sur les ODD. Ce webinaire s'inscrit dans le cadre de notre cycle "ODD et entreprises" qui propose d'évaluer comment les ODD peuvent influencer les stratégies des entreprises en donnant la parole à des intervenants de qualité.

De la même manière, le groupe de la distribution Carrefour et Pernod Ricard, ont fait des retours d'expériences de leur engagement pour les ODD lors d'un autre webinaire de notre cycle.

Cela nous a également permis de partager les enseignements et bonnes pratiques que l'on a pu mettre en place auprès des entreprises (banque, grande distribution, luxe, industrie...) que nous avons accompagnées sur la cartographie de leur enjeux et impacts sur les ODD et la définition de stratégie d'engagement sociétal.

Analyse de matérialité et Déclaration de Performance Extra-Financière

Nous participé à l'élaboration du nouveau cadre de reporting RSE, transposition française de la dernière directive européenne.

Nous avons ainsi mis à jour nos méthodologies pour accompagner nos clients dans l'évolution de leur reporting RSE et avons réalisé plusieurs dizaines d'analyse de matérialité pour des grandes et petites entreprises de différents secteurs d'activité

Nom de code : Produrable

Nous étions présents lors du rendez-vous annuel des professionnels du développement durable et de la RSE. Cette année, nous avons voulu présenter Positive ! Companies, un projet co-fondé avec Reforest'Action, une entreprise qui participe à la reforestation et la gestion durables des forêts. Tout est parti de l'envie de mobiliser les entreprises et les engager sur une nouvelle approche de l'environnement. Nous souhaitons aider les nombreux acteurs économiques à

atteindre la neutralité carbone, réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, compenser leurs émissions de carbone résiduelle en les invitant à avoir un impact positif sur l'environnement et le climat. C'est notre façon de répondre aux enjeux climatiques détaillés dans les ODD et la COP21.

Les ODD... Ils sont connus par une large majorité d'entreprises mais encore beaucoup ne savent pas comment s'engager en leur faveur. C'est le cas des PME qui voient en ces enjeux de réelles opportunités de développement mais qui ne savent pas par où commencer. Lors du salon Produrable, nous avons offert, en partenariat avec le Global Compact France, un kit de démarrage à destination des PME désireuses de passer le cap. Innover dans les produits et services, construire un projet d'avenir et ambitieux, créer de véritables relations durables avec leurs parties prenantes... les opportunités sont nombreuses !



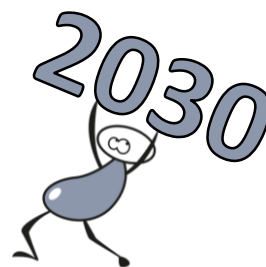
Une partie de l'équipe sur notre stand à Produrable 2017 pour promouvoir l'initiative Positive! Companies

Enjeu 2 : Adopter une approche biodiversité

Viser juste, viser loin

Les nombreux défis de l'Agenda 2030, jugés parfois très ambitieux, doivent permettre de se concentrer sur des enjeux prioritaires comme la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles. Sur chaque ODD, des priorités claires et cohérentes doivent être revues par l'ensemble des parties prenantes. Avec la richesse naturelle de la France, il est important d'initier des démarches de protection de la nature et du patrimoine naturel. Les entreprises aussi sont concernées, de manière directe ou indirecte, par la biodiversité via leur chaîne de valeur.

Face aux différentes problématiques rencontrées sur le terrain dans la gestion et la protection de la faune et la flore, il nous a semblé cohérent d'organiser un atelier sur le bon fonctionnement des écosystèmes. La compréhension de ces enjeux pour l'entreprise implique de renouveler sa stratégie RSE, pensée dans le cadre de ses activités avec ses parties prenantes. La stratégie biodiversité permet de développer des modèles économiques plus durables. Nous avons travaillé sur les stratégies biodiversité de plusieurs grands groupes et PME.



Quand les entreprises se mettent au vert

Il s'agissait d'accompagner certaines entreprises dans l'analyse de l'interdépendance de leurs activités et de leur chaîne de valeur à la biodiversité et aux services écosystémiques. Une cartographie stratégiques suivi d'un plan d'action... tout aussi stratégique pour renforcer la durabilité de leurs activités !

Pour d'autres il s'agissait de sensibiliser les équipes aux enjeux de biodiversité pour leur groupe et de les former à l'évolution de leurs pratiques et métiers pour une meilleure prise en compte du vivant.

Loin des yeux, près du cœur

Quand on ne peut pas se déplacer à des événement de promotion de la biodiversité ou des sessions de formation sur le sujet, on peut toujours assister à des formations en ligne. Quoi de plus pratique que suivre un MOOC et le revisionner autant de fois que possible pour bien s'imprégner du cours ?

L'Université Virtuelle Environnement et Développement durable (UVED) fait partie des huit Universités Numériques Thématiques françaises à favoriser le libre accès au savoir, à l'éducation, à la diffusion des connaissances et à la formation de l'ensemble des acteurs du domaine de l'environnement et du développement durable. Pour apporter au grand public des informations fiables et des contenus pédagogiques labellisés, l'UVED a fait appel à des experts pour apporter un complément pédagogique aux enseignements classiques. Sylvain a fait partie de l'équipe pédagogique. L'objectif du MOOC est d'assimiler les bases de l'ingénierie écologiques qui permettent d'appréhender les solutions basées sur la nature et de connaître les cadres dans lesquels est mobilisée cette discipline d'avenir.

Echo

Comment relever ensemble les défis scientifiques de la biodiversité ? La Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité (FRB), créée en 2008 à l'initiative des ministères français de la recherche et de l'écologie, a pour mission de favoriser aux niveaux national, européen et international, les activités de recherche sur la biodiversité en lien étroit avec les acteurs de la société. Actuellement, plus de 170 structures : associations, entreprises, gestionnaires ou collectivités, ont rejoint la FRB. B&L évolution a décidé de poursuivre son implication en renouvelant sa participation conseil d'orientation stratégique de la fondation.

Pour préserver la biodiversité, il faut impérativement changer de regard, comprendre ses différentes dimensions... Les acteurs, publics et privés, pourraient participer au renforcement de la recherche sur la biodiversité, contribuant ainsi à la mise en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Des entreprises engagées pour ces objectifs mondiaux ont réalisé des actions en faveur de la recherche sur la biodiversité. C'est ce que nous avons expliqué dans un article paru dans un numéro de l'Echo du COS de la FRB.



Enjeu 3 : Innovation dans la stratégie et les modèles économiques

100% circulaire

Nous poursuivons nos efforts d'implication pour les initiatives de l'Etat. Après l'edit-a-thon spécial ODD, voilà que nous participons à la feuille de route de l'économie circulaire. Cette dernière a été conçue pour les entreprises et les collectivités afin de généraliser les initiatives de réduction et de gestion des déchets. L'objectif pour les acteurs économiques est d'atteindre une économie « 100% circulaire » en visant deux objectifs majeurs d'ici 2025 : diminuer de moitié la mise en décharge et recycler 100% du plastique. Lancés en octobre, les travaux de consultation des acteurs du secteur et des citoyens nous ont permis d'apporter quelques pistes pour développer l'économie circulaire.



Rappelons que l'économie circulaire repose sur sept pratiques qui s'inscrivent dans le cadre du développement durable : le recyclage, la réutilisation, la réparation, le réemploi, l'économie de la fonctionnalité, l'éco-conception et l'écologie industrielle. Le développement de l'économie circulaire est un défi ambitieux qui appelle une mobilisation de

nombreux acteurs et est également une opportunité que nous faisons saisir à nos clients.

Développer l'innovation responsable

Sylvain est intervenu durant un événement à la CCI de Paris- Ile de France pour présenter l'économie de fonctionnalité durant une journée dédiée.



Quand l'environnement permet d'innover ! Ce n'est pas nous qui le disons (même si nous le pensons fortement) mais c'est le thème du Forum Eco-innovons et Trophées de l'éco-innovation, au cours duquel nous avons tenu un stand en septembre. Lors de cette manifestation qui s'est déroulée à la maison Innovergne (salon des professionnels de l'innovation et de l'environnement en Auvergne-Rhône-Alpes) visant à promouvoir les éco-innovations, des professionnels de l'innovation et de l'environnement sont venus échanger lors de conférences.



Relevons le DEFI !

B&L évolution a été retenu comme consultant expert pour participer au DEFI Entreprises Auvergne sur le thème de l'économie de fonctionnalité. Cette opération collective, organisée par une association d'acteurs publics et privés avec le soutien de l'ADEME, a pour objectif de construire une feuille de route afin d'orienter des entreprises de la région vers un modèle d'économie de fonctionnalité. Nous nous sommes appuyés sur une méthodologie structurée libre de droit – à laquelle nous avons participé à l'élaboration – : la méthode NOVUS pour accompagner les acteurs économiques dans cette transition. Les entreprises auvergnates qui souhaitent renouveler leur modèle stratégique ont été invitées à participer à cette action collective.



A votre service

Nous avons ainsi accompagné des entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes dans leur évolution vers le modèle d'économie de fonctionnalité.

Nous avons également appuyé des chefs d'entreprises d'Ile-de-France dans le changement de modèle économique pour s'orienter vers l'économie de fonctionnalité avec la CCI Paris Ile-de-France.

Pourquoi mettre en place un modèle d'économie de fonctionnalité dans son entreprise ? Pour se renouveler, contrer la concurrence à bas coûts en développement une approche complète pour un usage de plus grande valeurs ajoutée pour les clients ou encore pour se repositionner sur sa chaîne de valeur et se rapprocher des clients finaux.

Autre raison (et non des moindres) : réduire l'impact sur l'environnement en luttant contre l'obsolescence programmée et favorisant des biens de meilleure qualité et moins nombreux.



Chapitre 2 : Collectivités

Enjeu 1 : Réussir la transition
écologique



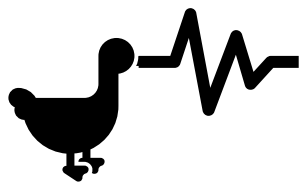
Enjeu 2 : Comprendre et faire
face aux enjeux climatiques

Enjeu 3 : Diminuer les impacts
sur la santé et la biodiversité

Enjeu 4 : Mobiliser les acteurs du
territoire

Enjeu 1 : Réussir la transition énergétique

Agir pour un monde plus soutenable est notre priorité. Et nous pensons que cela nécessite l'action de tous. C'est pourquoi nous mobilisons les acteurs des territoires pour les accompagner dans la transition énergétique et les aider à faire face aux enjeux climatiques tout en diminuant les impacts sur la santé et la biodiversité.



La transition énergétique, c'est vraiment un enjeu important qui concerne tout le monde. Cela consiste à revoir notre système énergétique actuel pour un nouveau système basé sur plus de sobriété (l'énergie est notre avenir, économisons là! Comme disent certains) et l'utilisation de ressources renouvelables.

Nous sommes convaincu du rôle majeur que doivent jouer les territoires pour réussir la transition énergétique et écologique – et développer un monde post-carbone – c'est pourquoi nous avons réalisé une étude sur l'appel à projet « [Territoires à énergie positive pour la croissance verte](#) » (TEPCV). En quelques mots, cet appel à projet lancé en amont de la COP21 permettait d'apporter quelques sous aux collectivités qui s'engageaient à mettre en œuvre des actions permettant de réduire leurs

besoins en énergie. Cette première analyse met en perspective l'intérêt d'un tel dispositif et montre qu'il est nécessaire de structurer des dynamiques locales si on veut que ça prenne vraiment sur les territoires. En tout cas, on note qu'une véritable dynamique de transition énergétique se met en place. Celle-ci doit être soutenue par ce genre d'initiative, moyennant quelques ajustements pour en démultiplier l'effet de levier.

D'ailleurs, de nombreuses régions françaises ont intégré la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique dans leurs objectifs de développement. Les volets énergie-climat des schémas régionaux (SRCAE) seront prochainement intégrés aux nouveaux Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

SRADDET



Mais au fait, est-ce que les objectifs des SRCAE étaient suffisamment ambitieux ? C'est de cette question qu'est née notre [seconde étude qui vise à comparer les ambitions des différentes régions sur ces thématiques](#).

Cette étude s'accompagne de recommandations quant à la réalisation des futurs SRADDET pour qu'ils soient en ligne avec l'Accord de Paris et l'objectif de limiter le changement climatique à +2°C.



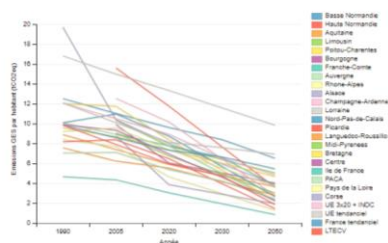
Couverture Etude « Du SRCAE au SRADDET »

Pour donner un pouvoir d'action aux citoyens, nous en avons profité pour développer une plateforme interactive de comparaison des objectifs de chaque région aux objectifs de la Loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) que nous avons mis en libre service. Il a pu être démontré que les objectifs des régions françaises datant de 2012 ne sont malheureusement pas à la hauteur de l'engagement signé par la France lors de la COP21. Inutile d'être un militant fortement engagé pour comprendre que le dépassement de la limite de 2°C dépend surtout de notre choix de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, et le plus tôt sera le mieux. Qu'est-ce qu'on attend ? C'est une autre histoire...

A travers cette plateforme en libre accès, nous avons fait le choix de publier l'ensemble des données collectées pour que chacun puisse s'en saisir. Cette démarche de transparence vise à favoriser leur appropriation par les différents acteurs de la transition énergétique. Si vous êtes assez curieux ou si cette thématique vous intéresse, nous vous invitons à aller jeter un coup d'œil : bl-evolution.com/srcae

3. Emissions de gaz à effet de serre

En termes d'émissions de gaz à effet de serre par habitant, seulement 6 régions (2020) et 3 régions (2050) s'étaient fixées des contributions plus ambitieuses que l'objectif national prévu par la LTECV (5,96 tCO2eq/hab en 2020 et 1,84 tCO2eq/hab en 2050). Pour l'objectif à l'horizon 2050, ces trois régions sont l'Île-de-France (0,84 tCO2eq/hab), la région Rhône-Alpes (1,28 tCO2eq/hab) et la région Picardie (1,45 tCO2eq/hab).



Extrait de la plateforme en ligne.
Exemple des émissions GES

En parlant d'acteurs, des territoires ont entamé des démarches de transition énergétique. Notre équipe du pôle Énergie-Climat a accompagné la communauté d'agglomération de Grand Lac en Savoie (la montagne ça nous gagne !) à structurer sa volonté de rejoindre un territoire à énergie positive. D'ailleurs, ils ont de la chance car le lac est un formidable régulateur de température, qui peut leur apporter du chaud et du froid pour satisfaire leur besoin énergétique.

Un peu plus loin, en Auvergne, on a commencé à travailler avec la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans. Toujours le même objectif : réussir la transition énergétique sur le territoire au travers d'un Plan Climat Air Énergie Territorial.

Accompagner les territoires, ça fait découvrir du paysage mais ça fait aussi enchaîner les déplacements. Comme il est important d'être au plus proche de nos clients, nous nous rendons régulièrement sur le terrain. Il arrive à nos consultants de passer la journée dans les transports en commun et de travailler loin des bureaux. Mais pas question pour autant de faire exploser notre bilan carbone ! Alors, on privilégie le train autant que possible et on bannit les moyens de transports trop émetteurs de CO₂. Bon, on n'y arrive pas 100% du temps, mais on fait de notre mieux ! Notre empreinte carbone se stabilise autour de 5,5 kg CO₂ par jour travaillé, c'est deux fois moins que la moyenne de notre secteur et on prend tout en compte, même nos repas !



*Plus c'est « green »,
plus on préfère*



Tout nouveau, tout beau

Nous avons déménagé en décembre 2017, l'occasion de nous poser de nouveau des questions sur nos consommations d'énergie. Nous avons essayé de prendre un local pas trop mal isolé, dans lequel nous avons réalisé quelques travaux pour installer des radiateurs plus performants et des LED.

Nos nouveaux locaux à Paris 11ème



Nous avons également installé des mousseurs d'eau et nous sommes passés chez Enercoop, une coopérative (comme nous ;)) d'énergie 100% renouvelable. Vous connaissez ? Ce fournisseur d'électricité propose une alternative aux énergies polluantes et encourage l'appropriation citoyenne de l'énergie sur le territoire en aidant les usagers à réduire leur consommation. Il nous en a pas fallu plus pour faire appel à eux ! Et leur engagement dans la lutte contre le changement climatique a été récompensé par le Prix Entreprises et Environnement (dont B&L évolution a participé au jury) dans cette catégorie décerné lors du World Efficiency Solutions, un salon prônant l'économie verte, l'économie circulaire et l'économie bas carbone.



**WORLD EFFICIENCY
SOLUTIONS**

Enjeu 2 : Comprendre et faire face aux enjeux climatiques

Bien que la COP21 ait fait son petit effet et que tout le monde est au courant des efforts à fournir pour agir, les pratiques développées restent encore timides. Elles manquent d'ambition pour faire face efficacement au changement climatique. Il n'y a pas encore de réelle prise de conscience des enjeux climatiques, ce qui est un frein à l'action.



Bien sûr, nous encourageons les entreprises et les territoires qui trouvent des solutions face au défi climatique, y compris pour elles-mêmes, pour s'adapter ou réduire l'impact négatif sur le climat.

L'enjeu climatique est fondamentalement lié à la transition énergétique au sein des territoires. la question climatique passe par le calcul des émissions de gaz à effet de serre et la réflexion : comment faire pour les réduire rapidement et efficacement ? Nous accompagnons plusieurs acteurs territoriaux dans cette démarche, en travaillant sur leurs Plan Climat. C'est par exemple le cas de la communauté de communes Touraine Est-Vallée en Indre-et-Loire.

Travailler sur le changement climatique, c'est aussi réfléchir à comment s'adapter aux conséquences. C'est une réflexion très concrète sur les territoires : y aura t'il plus de pluie ou moins de pluie ? Quelles

conséquences ça aura sur l'agriculture, sur le tourisme ?

Nous avons par exemple réalisé une étude de vulnérabilité et l'animation d'une démarche participative d'élaboration de mesures d'adaptation dans le cadre du PCAET de Riom Limagne et Volcans.

Outre notre activité de bureau d'études, nous sommes parfois sollicités pour juger des initiatives et pratiques de certaines entreprises dans nos domaines d'expertise. C'était le cas lors des Prix Entreprises & Environnement pour lequel Charles Adrien et Sylvain ont été membres du jury dans les catégories changement climatique et biodiversité.

Investissements, produits, services... les entreprises définissent leurs ambitions climatiques et stratégie carbone et passent à l'assaut à leur manière. Notre métier de consultant nous permet de les accompagner et leur apporter des préconisations pour atteindre leurs objectifs. Les acteurs privés qui développent les meilleures pratiques pour la préservation ou la restauration de la biodiversité, qui trouvent des solutions face au défi climatique, y compris pour elles-mêmes, pour s'adapter au changement climatique ou réduire l'impact négatif sur le climat peuvent être primés lors d'événement comme le World Efficiency Solutions.

Face à l'urgence écologique et à peine deux ans après la COP21, la France a de nouveau organisé un événement à l'échelle mondiale qui accueille de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement : le One Planet Summit qui s'est déroulé en décembre 2017. A l'initiative du président de la République et co-organisée avec l'ONU et la Banque mondiale, cette conférence, à laquelle B&L évolution a assisté, a permis de dégager 12 promesses à mettre en œuvre les mois qui suivent. Des engagements étaient attendus des Etats mais de plus en plus, nous constatons que d'autres acteurs passent également à l'action. Nous partageons l'avis des 100 chefs d'entreprises qui ont appelé le gouvernement français à aller plus vite et plus loin dans la transition écologique. Dans un manifeste commun, ils disent avoir entendu l'appel des 15 000 scientifiques qui nous pressent de changer de voie pour lutter efficacement contre le dérèglement climatique et la perte de biodiversité sur la Terre.



Au travers de leur engagement associatif au sein d'Avenir Climatique, certains de nos collaborateurs ont participé à la création d'un mini-Mooc, en partenariat avec l'association Bilan Carbone, pour diffuser et vulgariser les enjeux énergie climat. Il s'agit de 5 vidéos pour tout comprendre et passer à l'action. Vous pouvez les retrouver en présentateur d'un jour sur les vidéos : Le Climat "Chaud devant" et "Évitons l'ingérable, gérons l'inévitable".



Captures d'écran des mini-Mooc dans lesquels sont intervenus Charles-Adrien et Guillaume

Enjeu 3 : Diminuer les impacts sur la santé, la biodiversité et la pollution lumineuse

Dans le cadre de nos démarches PCAET, nous aidons également les territoires à adopter une stratégie visant à réduire les polluants atmosphériques, à améliorer la qualité de l'air et la qualité de la vie et à agir en faveur de la biodiversité, notamment via la préservation des sols. Mais assez parlé de plan climats, place à un sujet qui nous motive tout particulièrement à B&L évolution : la pollution lumineuse !

La pollution lumineuse c'est un cheval de bataille de B&L évolution depuis longtemps. Nous pensons en effet que la lumière est à l'origine de nombreux impacts pour l'environnement, la santé, le changement climatique et le ciel étoilé. La nuit, l'éclairage artificiel produit notamment de nombreuses nuisances pour la biodiversité et l'équilibre des écosystèmes.

Journalistes en herbe

Dans le cadre d'un éclairage obligatoire, la mise en lumière peut concorder avec une stratégie de limitation d'impact de la pollution lumineuse sur la biodiversité, sur la santé et le bien-être et sur la vision du ciel étoilé. En effet, on associe souvent l'éclairage avec économies d'énergie et on oublie que les enjeux sont aussi sur la santé et la biodiversité. Notre action de sensibilisation se manifeste au travers de

nos articles de blog (on vous a dit qu'on tient un blog ? Le voilà : bl-evolution.com/blog), sur lequel Rémy rappelle l'importance de la pollution lumineuse et donnent des bonnes pratiques.

C'est une question qui commence à faire son chemin au niveau des territoires et en particulier les parcs naturels. Certains, comme le PNR Azur, étudie la possibilité de monter une Réserve Internationale de Ciel Etoilé.

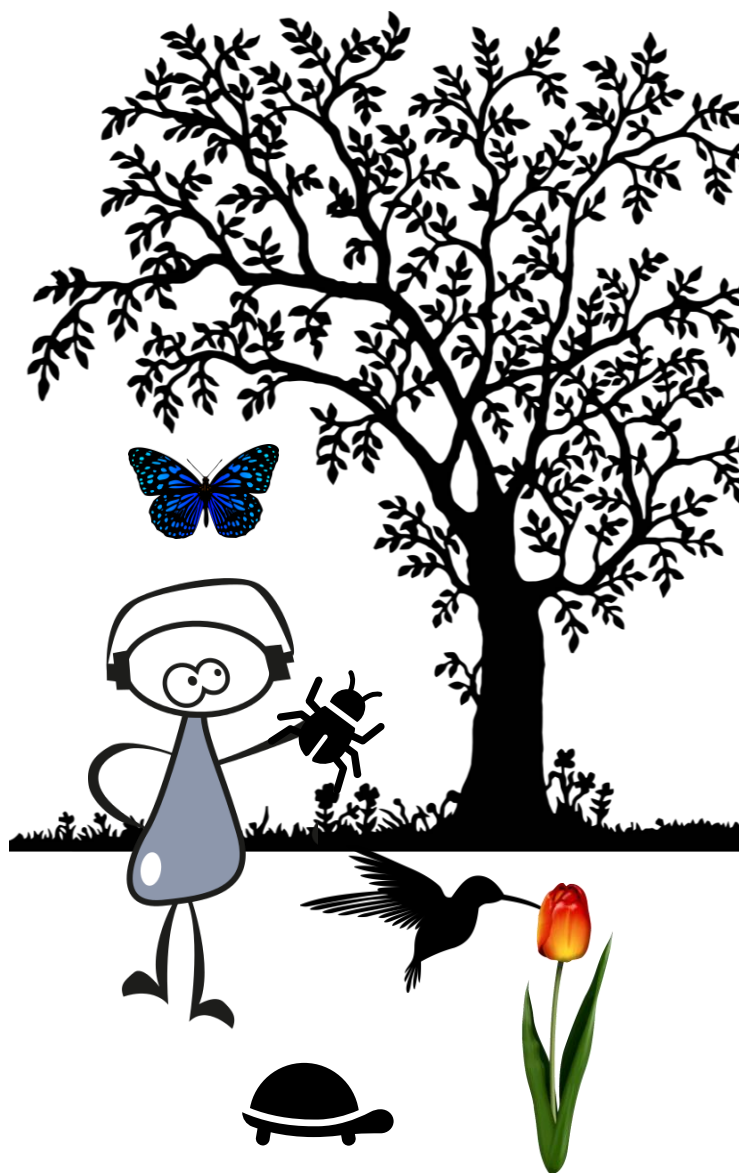


Captures d'écran d'articles de notre blog

Et il n'y a pas que les grandes zones rurales qui sont touchées. Facteur souvent négligé, la pollution lumineuse peut être une source d'impact majeur sur le bien-être des acteurs et des riverains en ville. Nous avons accompagné les entreprises sur la pollution lumineuse, notamment dans le cadre de la mise en place du label BREEAM. Vous ne savez pas ce que c'est ? Pas de panique, rien de très compliqué mais on vous l'expliquera une autre fois (peut-être).

Tout ce qu'on peut vous dire, pour ne pas vous perdre, c'est que nous avons accompagné la Tour CBX de la Défense sur son processus de certification BREEAM. Nous avons réalisé l'analyse entière des nuisances lumineuses générées par les éclairages du building et déterminé les moyens et techniques pour limiter la pollution lumineuse.

Nous avons également réalisé une note sur l'éclairage extérieur et la biodiversité pour une PME, afin de l'orienter au niveau des installations sur les éclairages et la biodiversité locale. Quelques recommandations ont été apportées spécialement pour optimiser l'éclairage d'un laboratoire, comme l'orientation des flux, l'éclairage interne et de l'espace biodiversité. Agir concrètement avec les clients, ça en deviendrait presque notre devise !



Enjeu 4 : Mobiliser les acteurs du territoire

Selon nous la transition énergétique dans les territoires ne peut être réussie que si tous les acteurs s'activent en ce sens. Les entreprises ne sont pas les seules à agir puisque les citoyens peuvent (et doivent) également se mobiliser. Pour cela, il faut leur donner les clés pour s'exprimer en les sensibilisant afin qu'ils comprennent les enjeux, en leur proposant des espaces d'expression (réunions, webinaires...), qu'ils soient associés aux actions en cours ou à venir et surtout qu'ils puissent avoir un regard sur l'avancement des actions !

C'est ce que nous faisons avec nos clients. Par exemple, nous avons organisé une concertation avec tous les acteurs de la Communauté de communes de Touraine-Est Vallées. Nous avons créé un forum planclimat-tev.fr ouvert à toutes et à tous pour construire ensemble le programme d'actions demandé par le territoire. Citoyens, entreprises, associations et agriculteurs ont pu

participer à des ateliers pour permettre l'échange et que chacun puisse proposer une solution pour polluer moins et faire face au changement climatique.

Nous, notre territoire de cœur, c'est l'Isère où se situe notre siège social. Nous participons à de nombreux ateliers là-bas, en tant qu'acteur économique du territoire. Rémy a notamment animé un atelier sur la mutualisation des entreprises intitulé "Comment faire des économies dans l'entreprise ?" à destination de chefs d'entreprise (TPE/PME). Il a ainsi pu présenter la norme ISO 50001 qui permet de mettre en place un système de management de l'énergie et ainsi faire des économies d'énergie.



Département de l'Isère / © Bertrand Bodin

Chapitre 3 : Campus

Enjeu 1 : Intégrer les enjeux de développement durable dans les campus et pratiques pédagogiques



Enjeu 2 : Enseignement auprès des étudiants

Enjeu 3 : Structuration des démarches DD&RS des universités et grandes écoles

Enjeu 1 : Intégrer les enjeux de développement durable dans les pratiques pédagogiques

Partage des savoirs

Nous accompagnons les universités et grandes écoles dans la réduction de leur impact environnemental et démarche RSO. Leurs activités ont de multiples enjeux environnementaux (consommation d'eau, atteinte à la biodiversité, émissions de gaz à effet de serre...). La consommation d'énergie représente souvent le 2e poste de dépense d'un établissement après la masse salariale.

Partage des savoirs

Afin de permettre aux établissements d'enseignement supérieur d'évaluer les connaissances de leurs étudiants en développement durable, le « Sustainability Literacy Test », plus connu sous le nom de « Sulitest », a été créé en 2014 par deux professeurs de *Kedge Business School*. L'idée a émergé pour la première fois deux ans auparavant lors de la conférence des Nations Unies sur le développement durable. Quoi de plus stimulant pour lancer un projet ambitieux et prometteur pour intégrer le développement durable dans les pratiques pédagogiques ? Très vite, Alain, est devenu administrateur du Sulitest, participant ainsi à son déploiement dans différentes universités et grandes écoles de France. Il animera plus tard des sessions de formation dans les établissements demandeurs pour un meilleur usage du test (mais ça on vous en parlera l'année prochaine). Ce test en ligne prend la forme de 50 questions à choix multiples (QCM) tirées au sort dans une base de données de questions internationales, dont 30 sont communes

à tous les étudiants participants et 20 sont adaptées au type de connaissance à évaluer (changement climatique, économie circulaire...) ou de la zone géographique concernée. Ce projet, soutenu par l'ONU, a d'ailleurs conquis plusieurs agences onusiennes (UNESCO, UN Environnement, PNUD) et réseaux académiques nationaux et internationaux (CPU, CGE, REFEDD...). L'objectif est ainsi de former des étudiants responsables et conscients des enjeux du 21ème siècle partout dans le monde !

Testez votre connaissance !

La prochaine étape est de développer une plateforme collaborative pour améliorer l'outil et créer davantage de questions. C'est bientôt chose faite, notamment grâce au soutien de la région Ile-de-France. Nous avons été primés pour ce projet de plateforme collaborative pour le Sulitest. Nous avons reçu en novembre 2017, aux côtés de nos partenaires : l'Université de Cergy-Pontoise et Kedge Business School, le trophée francilien de l'innovation numérique dans l'enseignement supérieur des mains de la Vice-Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

Grâce au soutien de la région, nous pourrons travailler ensemble sur le développement de la plateforme collaborative qui permettra aux enseignants et aux étudiants de proposer des questions pour enrichir le Sulitest, et aussi sur l'accompagnement des usages pédagogiques du Sulitest et de la plateforme collaborative.



Dessin de YAK
pour le Sulitest

Enjeu 2 : Enseignement auprès des étudiants

Pour le partage des savoirs

Alain a enseigné la RSE à Neoma Business School et Dauphine. Il s'est aussi rendu en Normandie, non pas pour déguster de succulentes tartes aux pommes (quoique), mais pour introduire le développement durable aux étudiants de l'Ecole de Management de Normandie.

Sylvain s'est attaqué à un sujet un peu plus économique par son intervention dans un cours sur la finance climat à Paris-Dauphine.

Centrale un jour, Centrale toujours ! Fidèle à cette école, Charles-Adrien a enseigné à Centrale Marseille et Centrale Lille (où il a été étudiant). Comme nous avons l'innovation dans nos domaines d'expertise, il est aussi intervenu à l'EIT, l'Institut européen d'innovation et de technologie, sur l'économie de fonctionnalité.

Guillaume s'est chargé du cours de RSO (responsabilité sociétale des organisations) au sein de l'école ESCD 3A (Ecole supérieure de commerce et de développement), cours durant lequel les thématiques climat, biodiversité et RSE ont été abordées. Il a eu l'opportunité d'expliquer sa spécialité (Bilan Carbone) à l'ENIB (Ecole nationale d'ingénieurs de Brest).



Dessin de YAK
pour le Sulitest

Bonne année des ODD

2017 a été l'année des 17 ODD (comme en atteste notre carte de vœux ci-dessous). Et qui dit ODD dit anniversaire de son adoption !



Notre carte de
vœux 2017

A cette occasion le Ministère de la Transition écologique et solidaire et Wikimedia France ont organisé une journée contributive, premier événement du type, à laquelle Nous avons participé, avec pour objectif d'enrichir les projets Wikimedia, notamment Wikipédia, sur le thème des ODD. Preuve que l'Agenda 2030 concerne tous les acteurs, des membres du REFEDD (Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable) ont répondu présents à l'appel de cet edit-a-thon et contribué à l'enrichissement des pages, aux côtés d'ambassadeurs de l'ONU. Il est nécessaire de sensibiliser les étudiants à ces enjeux majeurs dans le but de construire un monde plus durable et plus solidaire. Les 19 participants ont créé 15 pages et en ont modifié 53. Ce travail a porté ses fruits puisque les consultations de la page Objectifs de développement durable sur Wikipédia ont doublé depuis cet événement. Quel succès !

Enjeu 3 : Structuration des démarches DD&RS des universités et grandes écoles

Notre engagement pour le développement durable dans l'enseignement supérieur ne s'arrête pas là. Heureusement d'ailleurs puisque nous avons décidé de nous appuyer sur les objectifs de développement durable pour mobiliser les professionnels de l'ESR (Enseignement Supérieur et de la Recherche). Suite à une réunion qui s'est déroulée en mars à la CPU (Conférence des Présidents d'Université), B&L évolution a décidé d'initier le projet d'un guide des ODD appliqués aux métiers de l'enseignement supérieur. Ce guide est co-construit, avec le soutien de la CPU (Conférence des Présidents d'Université), de la CGE (Conférence des Grandes Écoles), des ministères de la Transition écologique et solidaire et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du CNOUS, de la MGEN et du REFEDD.

Concrètement, il s'agit de fiches métiers détaillant les contributions de seize familles (Enseignement-recherche, Orientation-insertion, Communication, Vie étudiante, Achat...) et décrivant les enjeux sociétaux de chacune d'entre elles. L'ambition est de produire et diffuser ce document en 2018 à l'ensemble des directions des universités et grandes écoles françaises. Il y a du travail mais il était important pour nous de souligner des actions locales et de les montrer en exemple, en espérant qu'elles créeront des émules. Nous avons pu présenter ce beau projet collaboratif lors de

l'assemblée annuelle des directeurs de développement durable et de responsabilité sociétale en novembre 2017. L'occasion d'échanger sur l'actualité du développement avec différents professionnels présents et de revenir sur le High Level Political Forum (HPLF) qui a mis en exergue nos travaux sur la prise en compte des ODD par les entreprises.



Couverture de notre guide « ODD, quelles contributions des métiers de l'ESR en France ? »

Chapitre 4 : ONG

Enjeu 1 : Appui aux organisations



Enjeu 2 : Sensibilisation

Enjeu 1 : Appui aux organisations

Appui aux organisations

Nous accompagnons nos clients à engager des démarches de responsabilité sociétale et à réduire leur impact environnemental, mais pas seulement les entreprises, territoires ou campus. Nous intervenons également auprès des associations, ONG et plus largement l'ensemble de la société civile. Nous avons par exemple réaliser le bilan environnemental de la SIDI – Solidarité internationale pour le développement et l'investissement, structure filiale de l'ONG CCFD-Terre Solidaire. Mais pas que...

S'engager, contribuer ...

Est-ce que vous saviez que Charles-Adrien est président de l'APCC ? C'est une association de professionnels en conseil climat qui représente les entreprises qui accompagnent d'autres acteurs sur les sujets à la transition énergétique (Plan Climat, Bilan GES, Plan de mobilité...). Un vrai engagement ! D'ailleurs, cette implication aux politiques publiques et la participation aux groupes de travail les place en tant qu'acteur de référence dans le domaine de l'économie du climat, de l'énergie et de l'environnement. Alors des événements sont organisés comme des conférences web ou des Journées Nationales du Climat, en partenariat avec l'ADEME, pour accompagner les acteurs locaux dans les questions posées, les difficultés rencontrées et valoriser les retours d'expériences locaux toujours très riches d'enseignement.

Sylvain, est administrateur de l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable). Il est élu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble et siège ainsi au Conseil Nationale de la Biodiversité. Il est représente également B&L évolution au sein du comité RSE de Consult'in France ainsi qu' à la CPME Isère avec l'aide Rémy. Ils sont membres du Conseil d'Orientation Stratégique de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité.

Et qu'en est-il de la collaboration entre entreprises, citoyens et scientifiques ? Vous pensez qu'elle serait possible ? C'est ce que propose ALLISS (Alliance Science Sociétés), collectif et plateforme de travail qui réunit citoyens, chercheurs et acteurs économiques, dont B&L évolution est administrateur, représenté par Alain et Ghislaine. Nous avons participé à la rédaction d'un Livre Blanc, avec des propositions concrètes publiées dans ce rapport, qui propose une piste d'amélioration des politiques publiques et vise à définir l'horizon d'actions pour les acteurs concernés

Couverture
Livre Blanc
ALLISS



Enjeu 2 : Sensibilisation

Parce que les dirigeants de demain sont les étudiants d'aujourd'hui, il est important pour nous de leur donner toutes les clés de compréhension du monde dans lequel ils auront à exercer. C'est pour cette cause que nous nous sommes engagés au travers du mécénat de compétences à faire bouger les lignes. De cette manière, nos collaborateurs concrétisent leur volonté d'être utile à la société. Cette démarche s'inscrit pleinement au cœur de la RSE.

Certains de nos collaborateurs ont été membres de la Confédération nationale des Junior-Entreprises, une association qui propose des services aux entreprises et permet aux étudiants de mettre en pratique leurs savoirs en répondant aux besoins de clients variés : grands groupes, ETI, PME, TPE, administration ou particulier. Nous soutenons ces Junior-Entreprises qui constituent, selon nous, une passerelle entre les études et l'entreprise et encourageons les étudiants à mettre en pratique l'enseignement théorique qu'il reçoivent.

Nous avons eu le privilège d'être sélectionné pour être membre du jury Enactus pour désigner les lauréats français qui auront la chance de disputer la finale internationale aux côtés d'autres étudiants finalistes du monde entier.

Afin de privilégier davantage l'interaction avec les étudiants au sujet des ODD, nous avons organisé un quizz avec

l'application Kahoot lors du séminaire Ecllosion d'Enactus France sur le campus de Reims.

Depuis début 2017, nous avons entamé un partenariat avec l'association RSE-et-PED afin de proposer une série de webinaires sur le thème ODD et Entreprises, accessibles gratuitement et en rediffusion libre à tout public concerné par le sujet, aussi bien en France que dans les pays en voie de développement ou ailleurs dans le monde. Cette diffusion de conférences sur le web nous permet de renforcer le dialogue et faciliter les échanges sur la RSE dans les pays émergents et en développement.



Guillaume et Sylvain lors du séminaire Ecllosion d'Enactus France

Avec la diversification des acteurs qui prennent en compte les défis globaux, les objectifs et méthodes pour atteindre l'agenda 2030 sont parfois complexes. S'accorder sur des objectifs clairs mais aussi s'appuyer sur l'expérience partagée permettra de rendre l'action encore plus efficace. Disposer d'un lieu d'échange d'expériences est une manière de mieux confronter les idées. C'est le cas du blog Idées pour le Développement, conçu par l'Agence française pour le développement, pour lequel nous avons été contributeurs. Nous avons pu insister sur le fait que les acteurs locaux sont essentiels à la réalisation de l'Agenda 2030 en apportant quelques exemples d'entreprises de la région de Grenoble que nous avons analysé dans une de nos études.

iD4D
UN BLOG ANIMÉ PAR
L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Recherche



FR - EN

À PROPOS

AUTEURS

ÉVÉNEMENTS



COOPÉRATION
INTERNATIONALE

DÉVELOPPEMENT
HUMAIN

ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT &
AMÉNAGEMENT

POLITIQUE &
SOCIÉTÉ

Par régions ▾

OMD ET ODD | SECTEUR PRIVÉ

LES ODD SONT UN LANGAGE COMMUN !

05 septembre 2017

INTERVIEW



Accueil → Coopération internationale → OMD et ODD → Les ODD sont un langage commun !



PAR SYLVAIN BOUCHERAND
PDG de B&L évolution

À propos de l'auteur ▾

Conclusion

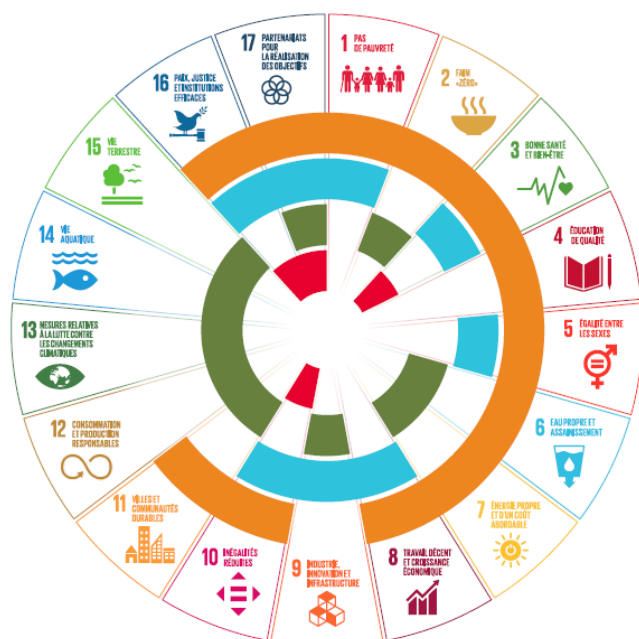
Engagements RSE

Au travers de ce rapport nous avons tenté de démontrer d'une manière originale comment nous mettons en œuvre au quotidien la RSE dans notre fonctionnement et dans notre métier. C'est ainsi sur l'ensemble des principes du Global Compact de l'ONU que nous progressons petit à petit.



Network France

des **10 PRINCIPES** du Global Compact
aux **17 OBJECTIFS** de Développement Durable des Nations Unies



DROITS DE L'HOMME

1 à 8, 10, 11, 16, 17

- 1 Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme.
- 2 Les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'Homme.



NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

1, 3, 5, 8, 9, 10, 16, 17

- 3 Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.
- 4 Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
- 5 Les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants.
- 6 Les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.



ENVIRONNEMENT

2, 6, 7, 9, 11 à 15, 17

- 7 Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.
- 8 Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.
- 9 Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

3, 10, 16, 17

- 10 Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

DROITS DE L'HOMME

NORMES INTERNATIONALES
DU TRAVAIL

ENVIRONNEMENT

LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION

Remerciements

Nous remercions chaleureusement l'ensemble de nos collaborateurs et collaboratrices qui chaque jour contribuent avec passion à la mission de B&L évolution. Nous remercions également tous nos clients, partenaires et fournisseurs avec qui nous construisons la société durable de demain.



www.bl-evolution.com

contact@bl-evolution.com

21 rue Voltaire 75011 PARIS
24 rue Lamartine 38320 EYBENS

B&L évolution SCOP au capital variable de
20 000 € - RCS Grenoble 793 489 204

L'ensemble des méthodologies du
document est la propriété de *B&L
évolution*, aucune diffusion ou réutilisation
n'est autorisée.